

Contre la crise, « rigueur et fédéralisme »

Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne donnait une conférence samedi, à Saint-Malo, devant plus de 300 personnes.

Mais quand et comment a débuté la grande crise qui secoue le monde ? Elle s'est invitée dans le quotidien de Jean-Claude Trichet le 9 août 2007. « J'étais à Saint-Malo ce jour-là, se souvient l'ancien président de la Banque centrale européenne. Nous avons constaté que l'ensemble des marchés monétaires européens se trouvaient dans une situation profondément anormale. La BCE a débloqué 95 milliards d'euros. C'est la première mesure d'exception que nous avons prise. »

Une « crise des pays avancés »

La crise, à cette date, n'était encore qu'une conséquence des « turbulences » qui secouaient alors les États-Unis. « Ce n'est pas une crise européenne, mais une crise de l'ensemble des pays avancés, insiste le conférencier. Elle a commencé aux États-Unis, avec les *subprimes*, elle a pris une ampleur énorme avec la faillite de la banque Lehman Brothers. Mais elle n'a traversé l'Atlantique qu'au début de l'année 2010. »

En Europe, elle prend la forme d'une « crise des risques souverains ». Mais reste une crise parmi d'autres, après celles qui ont secoué



Jean-Claude Trichet, samedi, au théâtre de Saint-Malo.

l'Amérique latine et le Moyen-Orient dans les années 1980, l'Asie à la fin des années 1990... Autant d'épisodes qui ne font que traduire « une sorte d'adaptation structurelle permanente aux nouvelles données économiques mondiales », estime Jean-Claude Trichet.

Pour sortir de la crise actuelle, l'ancien président de la BCE plaide pour

« le respect des pactes de stabilité et de croissance ». Une « surveillance stricte des politiques budgétaires et des indicateurs de compétitivité ».

Austérité et compétitivité

La reprise passerait donc par un retour aux performances économiques (productivité, exportations...) et la

maîtrise des dépenses des états. Pas par une relance de la commande publique : « Un ménage qui dépense plus qu'il ne gagne finit toujours par avoir des problèmes. Or, la Grèce a dépensé vraiment beaucoup, beaucoup plus que ce qu'elle ne gagnait pendant des années. »

Pour conserver le pays dans la zone euro, « le meilleur scénario de très loin pour le peuple grec », Jean-Claude Trichet ne conçoit que la gestion très rigoureuse. Et préconise, au-delà de la crise, de nouvelles avancées en matière de construction européenne : « Il faut nécessairement renforcer la gouvernance économique, mais les Européens doivent aller plus loin. Cette crise, qui a mis en lumière les faiblesses de l'Europe, nous incite aussi à renforcer le fédéralisme politique. C'est à notre portée, mais tout cela doit être décidé par les peuples d'Europe. »

Stéphane VERNAY.

La conférence était organisée par l'association « Et si tous les ports du monde... ». C'était le premier rendez-vous d'un nouveau cycle de rencontres consacrées à l'économie, qui se poursuivra à l'automne. Contact : www.sitouslesportsdumonde.com